**Terminale STMG Economie**

**Le protectionnisme**

1. Retracez l’historique des périodes protectionnistes
2. Définissez le protectionnisme
3. Recensez les avantages du protectionnisme
4. Qu’est-ce un travailleur détaché ? Quel problème cela pose-t-il en Europe ?
5. Recensez les avantages du libre échange et inconvénients du libéralisme

Le CETA, traité visant à libéraliser les échanges entre le Canada et l'Union européenne (UE), sera soumis au vote du Parlement européen à Strasbourg, ce mercredi. Mais ses opposants sont nombreux en France et au sein de l'UE. Alors que [le Royaume-Uni a décidé, en juin dernier, de quitter l'Union Européenne](http://www.lefigaro.fr/international/2016/06/24/01003-20160624ARTFIG00229-brexit-ce-qu-il-faut-retenir-de-cette-journee-historique.php), que Donald Trump a été [élu président des États-Unis](http://www.lefigaro.fr/international/2017/01/20/01003-20170120LIVWWW00159-en-direct-donald-trump-investiture-etats-unis-washington-obama-serment.php), le protectionnisme est-il de retour?

«Contrairement au libéralisme, le protectionnisme n'est pas une idéologie. Mais il s'agit de politiques de protection commerciale», avance Jean-Luc Gréau, économiste et ancien expert du Medef. Ces politiques de protection commerciale consistent à protéger l'économie d'un pays contre la concurrence étrangère au moyen de mesures tarifaires (droits de douane, taxes à l'importation, etc.) et non tarifaires (quotas, contingents, normes, subventions à l'exportation).

Dans l'histoire contemporaine, les pays ont tour à tour adopté des politiques ayant tendance à encourager les échanges commerciaux, ou au contraire à les réguler. «Historiquement, au début du XIXème siècle, les nations étaient très protectionnistes, rappelle au *Figaro* Jean-Marc Daniel «À partir des années 1820, le Royaume-Uni a baissé ses droits de douane. Le débat sur le protectionnisme et le libre-échange est monté crescendo à partir de 1880. À partir de la crise des années 1930, les pays ont verrouillé leurs frontières. Puis après 1945, on est allé vers plus de libre-échange. Aux États-Unis, les années Kennedy marquent le début du libéralisme. En Europe, c'est la construction du marché européen», résume Jean-Marc Daniel.

**Les partisans du protectionnisme** estiment que les mesures protectionnistes permettent de maintenir l'emploi industriel sur le territoire national. C'est la logique de Donald Trump aux États-Unis quand il [menace de représailles douanières Toyota](http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/01/05/97002-20170105FILWWW00337-toyota-a-son-tour-etrille-par-trump.php), le géant de l'automobile japonais, s'il ouvre une usine au Mexique destinée à fabriquer des voitures pour le marché américain. [Il a fait de même avec deux autres constructeurs américains, Ford et General Motors](http://www.lefigaro.fr/societes/2017/01/08/20005-20170108ARTFIG00157-l-industrie-automobile-americaine-dans-l-oeil-du-cyclone-trump.php).

Le but est aussi de se protéger de la concurrence déloyale ou de pratiques de dumping social, environnemental ou fiscal. Par exemple, la France réclame depuis longtemps plus de garde-fous sur [le statut des travailleurs détachés](http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/decryptage/2016/07/04/29002-20160704ARTFIG00018-ce-qu-il-faut-savoir-sur-les-travailleurs-detaches.php), système que le gouvernement considère comme une forme de «dumping social». En effet, aujourd'hui en Europe, un prestataire de services - polonais par exemple - peut envoyer des salariés travailler dans un autre pays de l'UE de façon temporaire. S'ils viennent en France, ils sont assurés de percevoir le salaire minimum français. En revanche, les charges sociales sont celles de la Pologne. De quoi réduire le coût du travail de 30 % pour l'employeur. (…)

Enfin, les défenseurs du protectionnisme pensent qu'il faut sauvegarder les industries naissantes et innovantes qui se lancent dans des secteurs de niche - comme les biotechnologies ou l'éolien par exemple - jusqu'à ce que ces entreprises s'intègrent sur le marché de la concurrence. C'est ce qu'on appelle le «protectionnisme éducateur». Jacques Sapir va plus loin. «Et si le protectionnisme était la condition de la croissance?», s'interroge l'économiste. Selon lui, l'ouverture intégrale des économies rime avec baisse de la croissance et l'augmentation des profits qui ne se transforment pas toujours en investissements qui pourraient garantir plus d'emplois demain.

Les défenseurs du libre-échange estiment que les mesures protectionnistes sont synonymes d'impôts supplémentaires qui vont inévitablement peser sur le portefeuille des consommateurs. «Plus de protections, c'est plus d'impôts, des produits plus chers, donc une baisse du pouvoir d'achat des particuliers», estime Christopher Dembik, économiste chez Saxo Bank. Aux États-Unis, «les premiers à pâtir de mesures protectionnistes seront les classes populaires, ajoute Jean-Marc Daniel, professeur associé à l'ESCP Europe. En voulant modifier les règles de la concurrence au détriment de l'étranger dans le but de préserver l'emploi national, en fait, on nuit au pouvoir d'achat des moins aisés qui souvent achètent des produits importés de Chine, moins chers que les produits nationaux.»

Et pour cet économiste libéral, le protectionnisme nuit à la croissance. «Lorsque la concurrence diminue, les entreprises maintiennent l'emploi mais s'installent dans la routine. La croissance ralentit car les entreprises réduisent leurs efforts de recherche et d'investissements», analyse-t-il. Enfin, les pourfendeurs du protectionnisme estiment que le libre-échange reste historiquement bénéfique. «Depuis 30 ans, la mondialisation a considérablement augmenté les inégalités, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Mais parallèlement, il ne faut pas oublier qu'elle a permis de sortir des pays comme la Chine de la pauvreté» souligne Christopher Dembik. Gaspard Koenig, du think tank libéral GenerationLibre, dit aussi que «le libre-échange a permis de largement diminuer la pauvreté dans le monde et l'enrichissement collectif de prendre en charge les plus pauvres».

La crise de 2008 est une crise de la mondialisation. Le libéralisme a fait faillite à ce moment, expliquent les économistes. «Mais après elle, il n'y a pas eu de remise en question ni de recadrage, déplore Jean-Luc Gréau. L'Europe continue de fonctionner comme si elle était le laboratoire de la mondialisation. Elle est inconditionnellement libre-échangiste y compris au détriment de la défense des intérêts de ses membres, sauf ceux de l'Allemagne.»

Depuis 30 ans, en effet, les inégalités prospèrent dans les pays anglo-saxons. Les emplois industriels disparaissent. De nombreux pays européens sont confrontés au chômage de masse. «Des traités auxquels personne n'a accès ([Tafta](http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/explicateur/2015/10/24/29004-20151024ARTFIG00009-quel-est-l-enjeu-principal-de-ce-traite-transatlantique-surnomme-tafta.php" \t ") NDLR), pas même les parlementaires européens, sont préparés secrètement. (…)Résultat, les critiques à l'encontre du [Ceta](http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/explicateur/2017/01/21/29004-20170121ARTFIG00140-ceta-ce-qu-il-faut-savoir-sur-ce-traite-de-libre-echange-negocie-entre-l-ue-et-le-canada.php" \t ") et d'autres formes de libre-échange affluent.

Au Royaume-Uni et aux États-Unis, berceaux du libéralisme, la tentation du protectionnisme s'est concrétisée dans les urnes. «Il y a la montée d'un certain nombre de forces politiques qui prennent de l'importance notamment [au Royaume-Uni avec le Brexit](http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/decryptage/2017/02/15/premium.lefigaro.fr/vox/monde/2016/10/05/31002-20161005ARTFIG00099-le-choix-d-un-brexit-dur-ou-le-retour-du-patriotisme-britannique-a-l-echelle-du-monde.php)et aux États-Unis avec l'élection de Trump. (…)

**Le Figaro**[**Clémentine Maligorne**](http://plus.lefigaro.fr/page/cmaligorne-0)  Publié le 15/02/2017